

# Chronique de la décolonisation

La décolonisation française continue bien. Avec agresseur ! Aux Nations-Unies, la délégation française s'est retirée lors du récent débat sur Djibouti au terme duquel une résolution fut votée, demandant au gouvernement français d'accorder à ce qui est maintenant le Territoire français des Afars et des Issas, (ex-Côte française des Somalis) l'indépendance. Le représentant de la France put déclarer d'ailleurs par la suite qu'il n'était pas question que la France tienne aucun compte de la résolution de l'O.N.U., cette dernière n'étant habilitée à prendre aucune décision en ce qui concerne le statut de Djibouti. Comme à l'accoutumée, la position du représentant gaulliste fut « nette et sans équivoque » pendant le reste du débat ; il s'abstint résolument pendant les votes qui suivirent les discussions concernant les colonies africaines du Portugal et de l'Espagne. Le seul honorable concurrent du gouvernement français fut... le Portugal, qui vota quant à lui contre toutes les résolutions. Ceci est le premier acte.

Voilà le second : M. le général Billotte, pour prouver à qui en voulait douter encore (malgré toutes les déclarations que nous avons mentionnées lors de numéros précédents) que les Antilles sont bien la France a eu cette trouvaille : interdire deux textes : l'un *Autonomie pour la Guadeloupe*, d'un professeur de philosophie, L. Farrugia, membre du P.C. guadeloupéen, l'autre paru dans le N° de septembre des *Temps Modernes* et signé Frair Coraib, *La Guadeloupe opprimée*. Il n'est pas question pour le général que les Antillais lisent des textes qui ne feront qu'aggraver le trouble existant déjà dans « ces poussières jetées dans l'Atlantique (De Gaulle). Les livres sont donc sous la garde des services de douane. Preuve que la Guadeloupe est bien la France.

Quant au troisième acte, il se passa de commentaires.

Un des inculpés guadeloupéens de Pointe-à-Pitre avait été mis en liberté provisoire. Il ne devait pas quitter la France. Il prit la chose au mot, et se rendit dans le département de la Guadeloupe. Il n'y resta pas longtemps et fut incarcéré de nouveau à la prison de la Santé.

Preuve encore une fois que les Antilles sont bien la France.

La décolonisation se fait donc, à moins qu'elle ne soit déjà terminée. « Il est si difficile d'attaquer le gouvernement sur sa politique extérieure », nous chuchoterait-on place Kossuth. Appelons cela, si vous voulez, la complicité du silence.

Jacques REIER.

Aux dernières nouvelles quelques livres de FARRUGIA auraient été mis en vente à Pointe-à-Pitre.

## Vient de paraître la revue QUATRIÈME INTERNATIONALE N° 32

- L'an 50 de la révolution socialiste mondiale.
  - Lettre de La Paz : La lutte se poursuit en Bolivie.
  - Joseph Hanson : La conférence de l'OLAS.
  - Kailas Chandra : Le mouvement paysan de Naxalbari.
  - Ernest Mandel : La théorie de la valeur - travail et le capitalisme monopoliste.
  - Dante Danesi : Une polémique à propos d'une biographie de Gramsci.
  - Pierre Frank : Isaac Deutscher.
- Le numéro : 4 F  
Un an : (4 numéros) 15 F

# DAHOMÉY : une direction néo-coloniale en remplace une autre

L'on ne peut parler sérieusement, à propos des coups d'Etat africains, d'une simple valse de colonels ou de généraux. La réalité est plus complexe et plus profonde qui porte éphémèrement tel ou tel à l'exercice du pouvoir. L'Afrique n'est pas une « Terre à coup d'Etat ». Que les impérialistes et les imbéciles continuent seuls à afficher leur air blasé et à se répéter : au suivant !

Du récent coup d'Etat du Dahoméy, nous devons tirer un certain nombre d'éléments permettant d'avoir une vue plus précise et plus rigoureuse de la situation politique d'un pays d'Afrique de l'Ouest et, en fonction d'eux, poser quelques enseignements quant à la lutte révolutionnaire.

### Histoire du coup d'Etat

Ce qui frappe en premier lieu dans le changement de pouvoir du 17 décembre, c'est, bien plus que l'absence de sang versé, la relative liberté accordée par les nouveaux dirigeants aux anciens. Le commandant Kouandete laissa son prédécesseur, le général Soglo, se « réfugier » à l'ambassade de France. Le communiqué du 20 décembre dit : « Le chef du gouvernement provisoire a proposé à l'ambassadeur de France de prendre sous la protection de son pays le général Soglo. Ce qui fut fait. Aucune mesure de répression ne semble avoir été prise jusqu'à ce jour à l'encontre des officiers supérieurs (ce qui est étonnant pour un coup d'Etat fait apparemment par des militaires contre d'autres militaires). Le commandant Kouandete déclara le 21 décembre : « J'insiste sur le fait que nous n'avons pris aucune mesure de destitution à l'égard des officiers. » Enfin, le lieutenant-colonel Alley, ancien chef d'état-major du général Soglo n'est sorti pratiquement de sa mise en résidence

surveillée que pour être nommé... président de la République. L'on comprend à ce niveau que nous avons affaire à un changement d'équipe, à propos d'une agitation populaire dont nous allons parler plus loin. Ce changement se justifie bien par l'incapacité de Soglo d'apaiser les revendications syndicales, et son manque de force réelle pour s'y opposer radicalement. Le coup d'Etat du 17 décembre est une substitution. L'explication en est donnée d'un côté par la situation socio-économique du Dahoméy et par le jeu des forces sociales en présence, de l'autre, par l'accession politique particulière de Soglo lui-même, alors colonel, au pouvoir.

### Réalité politique et sociale et coup d'Etat

Le général destitué tenait lui aussi son pouvoir d'un coup d'Etat, celui du 22 décembre 1965. Ce qu'il faut comprendre, c'est que ce coup d'Etat que la presse bourgeoise amalgame maintenant avec une grande facilité avec celui du 17 décembre dernier n'est pas du même type. Le coup d'Etat du général Soglo était le remplacement d'un gouvernement civil par un gouvernement militaire « fort » ; ce changement était nécessaire pour prévenir le mouvement de masse qui commençait à se dessiner. La présence d'un gouvernement fort n'implique pas l'emploi en toute occasion de cette force : le général Soglo ne se posa pas comme adversaire des manifestants ; on peut dire qu'il les frustra de leur victoire. Il est clair qu'il ne désirait ni n'avait les moyens de parvenir à une solution réelle des problèmes sociaux de son pays.

Le Dahoméy reste l'un des territoires ex-fraçais possédant l'infrastructure économique la plus faible, et où se fait le mieux le contrôle impérialiste français. Il a le plus petit budget des pays d'Afrique ;

son marché est tributaire totalement de la France (importations venant de la France : 65,6 %, exportations : 74 %).

Les conflits sociaux réapparaissent de manière importante au retour de Soglo de France, vers le 14 décembre. Le regain de popularité espéré par sa visite auprès de l'impérialisme français ne se manifesta pas : comme il arrive souvent en Afrique, le gouvernement néo-colonial sous-évaluait les possibilités de résistance à son emprise. C'est ainsi que Soglo dut faire face à un mouvement de grève d'une grande ampleur, et s'il fit arrêter des leaders syndicaux, il dut, par la suite, les libérer rapidement. A ce moment le commandant Kouandete prend le pouvoir. Mais ce nouveau pouvoir néo-colonial est un nouveau pas dans l'impasse.

La crise est typique pour un pays à statut néo-colonial où les mouvements populaires ne peuvent donner une formulation globale à leurs revendications, du fait notamment du niveau de leur propre expérience politique, et sont capables uniquement de « rejeter » des gouvernements néo-coloniaux, mais de telle sorte qu'ils sont remplacés par un autre pouvoir néo-colonial plus fort que les précédents. C'est bien la manifestation concrète de l'absence de direction marxiste-révolutionnaire.

Le coup d'Etat du 17 décembre, qui n'effraie pas le pouvoir impérialiste français, n'est qu'un chaînon du mécanisme de détérioration politique du Dahoméy. La crise continue entre les dirigeants politiques et les syndicalistes au sujet de revendications partielles, et l'on peut penser qu'un nouveau stade sera atteint dans l'antagonisme entre les couches exploitées et la direction néo-coloniale, au service de l'impérialisme français.

Jacques REIER.

# ALGÉRIE : La faillite des "malins"

On les voyait souvent côte à côte aux cérémonies officielles. Le tandem Boumediène-Zbiri avait remplacé le tandem Ben Bella-Boumediène. C'était même Zbiri qui, le 19 juin 1966, avait arrêté Ben Bella. L'idylle semblait parfaite et voici que, le 1<sup>er</sup> novembre dernier, alors qu'on l'attend à Alger pour le défilé traditionnel, le chef d'état-major de l'ANP, demeure à Fort-de-l'Eau, parmi des unités de blindés commandées par des proches parents. Puis, le 15 décembre, c'est la rédition et, aussitôt, la défaite.

Que s'est-il donc passé ? Dans les événements qui secouent l'Algérie d'aujourd'hui, il est souvent difficile de distinguer ce qui résulte de divergences d'idées de ce qui procède d'ambitions personnelles ou d'un certain esprit de clan. Mais il nous a toujours paru clair que l'élimination de Ben Bella n'avait pas été accomplie pour continuer sans lui sa politique. Après le départ de ministres taxés de « benbellistes » comme Hadj Smain, Mahsas, Boumaza, après le remplacement, à la tête du P.L.N., du secrétaire exécutif collégial, où les amis de Boumediène étaient en minorité, par Kaid Ahmed, un de ses plus fidèles compagnons, notre opinion se renforce que le « groupe d'Oujda » ne s'était associé ces hommes — et d'autres comme Tahar Zbiri et Saïd Abid — que pour neutraliser la partie de l'armée qu'il ne contrôlait pas et dont l'intervention pouvait faire échouer son entreprise.

Les ayant discrédités, usés, il peut maintenant les rejeter sans risque. L'erreur d'un Zbiri, qui n'est pas un grand politique, aura été de croire qu'il pouvait rééditer contre Boumediène le coup que celui-ci avait réussi, avec son aide, contre Ben Bella.

Certes, il disposait de chars, mais il est révélateur que sa défaite se soit produite dans l'indifférence générale et, notamment, sans aucune réaction de la population d'Alger.

Pouvait-il vaincre ? Peut-être, en s'assurant le concours d'autres militaires, comme Saïd Abid et, au besoin, en libérant Ben Bella.

Mais là n'est pas la question, non plus que de savoir si Ben Bella eût accepté de se lancer dans une telle aventure.

En effet, si Boumediène avait pu penser que Zbiri ait la moindre chance de l'emporter il est probable qu'il aurait poursuivi les négociations — qui semblaient avoir été menées principalement par Saïd Abid — et, au besoin, lâché du lest.

Comme le rapporte Boumaza (*Monde* du 3 janvier 1968) « lorsque le 10 décembre

au soir, Boumediène... mit fin unilatéralement à une institution responsable devant le Conseil de la révolution » (il s'agit du secrétariat collectif du P.L.N.)... le coup d'Etat était virtuellement accompli... »

Si l'on fait c'est qu'il se sentait en position de force. La réaction de Zbiri : le mouvement de blindés que Boumediène avait pris la précaution de faire transférer de Fort-de-l'Eau à El Annam (ex-Orléansville), lui offrait l'occasion trop belle pour qu'il n'en profitât pas. *Paris-Match* a rapporté, fin décembre, que c'est à l'instigation de Saïd Abid, qui ne désespérait pas de faire rebrousser chemin aux blindés, que fut donné l'ordre de faire intervenir l'aviation. C'est sans doute exact et c'est aussi, probablement, le fait d'être ainsi « doublé » qui explique le suicide — si suicide il y a — de Saïd Abid.

Le commencement d'exécution de la tentative de putsch a donné au pouvoir les meilleurs arguments pour développer une répression impitoyable qui, dès à présent, a frappé un certain nombre d'officiers... et de militants syndicalistes.

Sous la férule de Kaid Ahmed, le P.L.N. va devenir, sinon un parti de cadres, du moins un parti d'encadrement où il ne fera pas bon se montrer trop critique.

Abdesselam aura les coudées plus franches pour réaliser ses vues technocratiques. Les porteurs de capitaux seront rassurés et l'autogestion n'aura qu'à bien se tenir.

Le peuple algérien, lui, dans tout cela, est largement entre parenthèses. Il n'a même plus envie de manifester sa lassitude. Il ne se sent plus concerné et continue de vaguer à ses occupations comme si de rien n'était.

Les diverses oppositions (on en est à 5 ou 6 groupes) apparaissent faibles et, en général, sans perspectives sérieuses. Aucune n'a eu le temps de se manifester pendant la crise.

*Révolution et Travail*, organe de l'U.G.T.A., s'élève toujours contre « la non application de la réforme agraire, la quasi-liquidation de l'autogestion dans le secteur commercial et industriel et les entraves qu'elle rencontre dans le secteur agricole... » Il « signale » que « le droit syndical est presque partout bafoué... les libertés syndicales constamment violées, l'organisation syndicale considérée comme quantité négligeable ».

Mais les dirigeants de l'U.G.T.A. votent une motion condamnant les « aventuriers » qui ont voulu « attenter à la révolution... faisant confiance au « pouvoir

révolutionnaire... » et se félicitent de la désignation de Kaid Ahmed à la tête du P.L.N. (est d'ailleurs au cours d'une réunion convoquée par Kaid Ahmed et en sa présence, ce qui tend à montrer qu'effectivement la centrale ouvrière algérienne a subi un sérieux recul.

L'appareil policier, dont Boumaza dénonce justement l'emprise dans l'article cité, verra sa tâche encore facilitée par ce recul.

Les événements du 15 décembre 1967 sont la consécration éclatante de la faillite des « malins », de Boumaza à Zbiri, qui ont prétendu grignoter de l'intérieur, le pouvoir militaire incarné par le groupe d'Oujda (Boumediène, Bouteflika, Chérif Beikacem, Kaid Ahmed et Medeghri).

Pour vaincre des hommes qui pourront maintenant s'appuyer sur une armée plus homogène et un parti à leur dévotion, il n'est d'autre possibilité que de mobiliser le peuple.

Si celui-ci, après presque huit années d'une guerre terrible, est peu enclin à une nouvelle résistance armée, il n'en souffre pas moins de l'état de choses existant.

Tandis qu'un luxe insolent s'étale à Alger (où s'ouvrent sans cesse de nouvelles boutiques et « boîtes » fréquentées par les possédants, les bureaucrates et ces nouveaux coopérants, venus surtout pour le « fric » ; qui ont remplacé les « romantiques pieds rouges ») le bled continue de creupir dans une misère qui ne s'atténue point et Alger s'entoure, à nouveau, d'une ceinture de bidonvilles.

A terme plus ou moins lointain, la situation peut devenir explosive. Mais pour éviter que cela ne débouche sur de sanglantes et inefficaces jacqueries, il faut ouvrir une perspective au peuple, lui donner un programme conforme à ses intérêts profonds. Le programme de Tripoli, la charte d'Alger, la charte syndicale contiennent de fort bonnes choses, trop souvent négligées au profit de formules vagues qui restent sans écho.

Pour bâtir un programme populaire, il faut partir des revendications populaires. C'est assurément moins facile que de pourfendre en paroles les tenants du régime et de réclamer à grands cris la démocratie et la liberté mais, à notre avis, c'est la seule voie.

Certains militants l'ont compris, que l'on trouve surtout dans les syndicats et dans l'autogestion. Il faudrait, assurément, que cette compréhension atteigne aussi ceux qui sont, avant tout, des « politiques ».

L. BRATES.